Salvatore CINGARI, *Dietro l'autonarrazione. Benedetto Croce fra Stato liberale e Stato democratico*

Milan, Mimesis, 2019, 381 p.

Michel Ostenc

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/64274>

DOI : 10.4000/assr.64274

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 4 décembre 2021

Pagination : 220-222

ISBN : 9782713228735

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Michel Ostenc, « Salvatore CINGARI, *Dietro l'autonarrazione. Benedetto Croce fra Stato liberale e Stato democratico* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 196 | octobre-décembre 2021, mis en ligne le 01 décembre 2021, consulté le 13 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/assr/64274> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.64274>

Ce document a été généré automatiquement le 13 février 2022.

© Archives de sciences sociales des religions

Salvatore CINGARI, *Dietro l'autonarrazione. Benedetto Croce fra Stato liberale e Stato democratico*

Milan, Mimesis, 2019, 381 p.

Michel Ostenc

RÉFÉRENCE

Salvatore CINGARI, *Dietro l'autonarrazione. Benedetto Croce fra Stato liberale e Stato democratico*. Milan, Mimesis, 2019, 381 p.

- 1 Salvatore Cingari est l'auteur de remarquables monographies sur Benedetto Croce (*Il giovane Croce. Una biografia etico-politica*, Rubbettino, 2000 ; *Benedetto Croce e la crisi della civiltà europea*, Rubbettino, 2003). Il étudie dans ce nouveau livre les documents qui ont présidé à l'élaboration de la pensée politique du philosophe napolitain. Les écrits de Schiller et de Tocqueville, de Mazzini, Garibaldi et Antonio Labriola contribuèrent à sa réflexion philosophique ; mais il est plus surprenant de voir figurer les frères Mario et Luigi Sturzo parmi les lecteurs catholiques de Croce.
- 2 L'évêque Mario Sturzo, frère aîné du fondateur du Parti populaire italien (1919), a été fortement imprégné par la pensée du philosophe. Il entendait greffer sur le néo-thomisme des notions empruntées au néo-idéalisme italien afin de donner à la néo-scholastique une dimension concrète plus conforme à la pensée moderne. À ce titre, son interlocuteur privilégié était Giovanni Gentile dont la philosophie idéaliste « actualiste » offrait une plus grande cohérence théorique. Certes, l'évêque de Piazza Armerina condamnait la négation idéaliste de la transcendance, mais il appréciait une immanence qui donnait une image plus complète du savoir moderne. L'idéalisme l'incitait à privilégier le rôle du sujet dans le processus de la connaissance, avec une synthèse entre immanence et transcendance considérée comme celle de la nature et du surnaturel (Mario Sturzo, *La Vita di Dio*, Trani, 1928). Chez Gentile, la pensée était acte

et ce réalisme passait aux yeux de l'évêque pour un instrument capable d'aider à la fondation d'une cité terrestre dominée par la foi. Luigi Sturzo se méfiait au contraire de ce syncrétisme qui niait l'autonomie psychologique et morale de l'individu au nom de son insertion dans la société. La liberté ne se limitait pas à une reconnaissance des droits politiques, mais elle était une indication de l'autonomie spirituelle de la personne. Le séparatisme intellectuel conduisait fatalement au naturalisme et au laïcisme.

- 3 Alors que pour Mario Sturzo, la modernité faisait partie de l'expérience humaine sans contredire la foi chrétienne, elle consistait pour son frère en une prise de conscience de la présence de Dieu dans le monde. Dans leur correspondance, Luigi Sturzo faisait d'ailleurs remarquer à l'évêque que le néo-idéalisme italien restait marginal dans le paysage culturel européen où prévalaient les courants nettement plus « anti-intellectualistes » de Maurice Blondel et de l'abbé Bremond. La prétention d'une société à s'appuyer sur la raison pour surmonter les tendances irrationnelles manquait de réalisme parce qu'elle supposait la transformation de la dynamique du processus humain en un état statique contre nature. Pour Mario Sturzo au contraire, l'humanité était rationnelle, l'irrationnel se réfugiant dans le monde de ce qui n'était pas encore expliqué. L'inconscient de Luigi Sturzo était un contresens théorique dans la mesure où il ne pouvait s'expliquer, alors que ce qui était connu devenait conscient. Mario Sturzo considérait que la crise religieuse combattue par son frère à l'aide d'organisations culturelles destinées à rendre l'esprit chrétien à l'Histoire, devait affronter d'un côté les élites intellectuelles imbues d'idées positivistes et de l'autre un idéalisme d'autant plus menaçant qu'il était capable de donner un sens aux choses. Luigi Sturzo considérait lui aussi le nihilisme positiviste comme un facteur de désagrégation religieuse de la civilisation européenne ; mais la modernité engendrait pour lui une volonté de puissance qui s'exprimait dans le totalitarisme. Accusée d'être plus proche du néo-idéalisme de Croce et de Gentile que de la philosophie néo-thomiste, la doctrine de la connaissance de l'évêque de Piazza Armerina fut critiquée par la « Civiltà cattolica » et condamnée par le Saint Office (1931) (Eugenio Guccione, *Mario Sturzo il vescovo stroncato dal Sant'Uffizio e dal fascismo* « Nuova Antologia », 608, 2012, p. 212-222).
- 4 Luigi Sturzo était issu d'un catholicisme intransigeant, historiquement hostile au libéralisme « risorgimental ». Il faisait une distinction entre la société civile et l'État, selon la doctrine catholique. L'étatisme moderne et le nationalisme étaient nés de la Révolution française de 1789 et des révolutions nationales de 1848 qui faisaient prévaloir la souveraineté du pouvoir sur une conception de la société façonnée par l'éthique et la civilisation. Luigi Sturzo estimait qu'au lieu d'inaugurer un règne de liberté, l'État libéral italien s'était mué en monstre liberticide dont la dégénérescence était porteuse des prémices du totalitarisme. Il lui opposait le contenu éthique de la vie associative. Le pouvoir était une force naturelle, alors que l'éthique se fondait sur la tradition et s'exprimait à travers la conscience collective. Le libéralisme était une religion d'État aux méthodes totalitaires et Luigi Sturzo combattait son laïcisme démocratique ; mais il adhérait pleinement à la séparation de l'Église et de l'État, la laïcité impliquant que l'État ne pouvait pas être une religion. Le prêtre sicilien combattait aussi une nation panthéiste déifiée. La nation n'était pas pour lui une entité spirituelle qui absorbait la vie des individus, mais le complexe historique d'un peuple. Il prônait une décentralisation régionale et une autonomie communale au sein d'une dyarchie où l'Église et l'État favoriseraient l'éclosion d'une société respectueuse des droits des minorités et des individus ; mais l'Église conservait la paternité de la liberté

et celle des individus n'avait de valeur que si elle correspondait à un dessein divin. On reprochait aux catholiques un autoritarisme lié à la transcendance. La « liberté de l'enseignement », principale revendication du Parti populaire italien, ignorait la « liberté dans l'enseignement ». Le problème historique du libre arbitre restait posé. Luigi Sturzo retournait l'accusation, la jugeant irrecevable de la part de défenseurs d'une « liberté pour tous » qui la réservaient en fait à la seule classe des possédants. Chez lui, la dimension sociale l'emportait sur les revendications politiques, avec la reconnaissance juridique des syndicats chrétiens (Ligues blanches), les droits des travailleurs et la réforme agraire. Le parti de Sturzo ne voulait pas être un parti politique, mais un parti « catholique » séparé du cléricalisme et s'inspirant de la doctrine sociale de l'Église. Sturzo interprétait « *Rerum Novarum* » comme une reconstruction de la société, en la soustrayant aux morcellements provoqués par des intérêts particuliers contradictoires. Le prêtre sicilien restait enfin très marqué par l'appel solennel de Benoît XV à faire cesser « l'inutile tragédie » et par son « *Esortazione alla pace* » (1er août 1917) (L. Sturzo, *Miscellanea londinese*, vol. IV : *Anni 1937-1940*, Zanichelli, 1974). La Grande Guerre avait condamné l'Église de Rome à une situation invivable, le destin du catholicisme étant supranational. Luigi Sturzo dénonçait une valorisation excessive de la nation comme entité supérieure aux hommes et la conception militariste, autoritaire et protectionniste des nationalistes (L. Sturzo, *Il partito popolare italiano*, vol. II : *Popolarismo e fascismo (1924)*, Zanichelli, 1956). En 1938, il se réclamait encore de Benoît XV pour demander que la force morale du Droit se substitue à la force matérielle des armes.

- 5 L'ouvrage de Salvatore Cingari brosse un portrait controversé de Luigi Sturzo fondé sur une approche philosophique et idéologique. Il révèle les conceptions traditionalistes de la religion chez un prêtre resté méfiant envers la modernité et prêtant un caractère restrictif à une liberté conditionnée par les devoirs envers Dieu ; mais elle illustre aussi la conception universaliste et pacifiste du fondateur du Parti populaire italien qui annonce une prédilection pour la concertation internationale (Carlo A. Giunipero, *Luigi Sturzo e la pace. Tra universalismo cattolico e internazionalismo liberale*, Guerini, 2009). L'échec de Luigi Sturzo dans le premier après-guerre peut être attribué à une erreur de stratégie. Son combat était trop axé sur l'action parlementaire à une époque où la crise politique vidait cette institution de toute sa valeur ; mais il était aussi imputable au mysticisme du prêtre sicilien dont l'action populaire chrétienne était peu compatible avec une idéologie sociale de transition vers le socialisme. Son œuvre moralisatrice ne visait pas seulement le monde politique libéral perverti par les pratiques de Giolitti ; elle faisait courir le risque de dépasser l'évangélisation du peuple pour s'en prendre à l'État national.